

«Capital et idéologie» de Thomas Piketty: la propriété, c'est le mal

 mediapart.fr/journal/culture-idees/110919/capital-et-ideologie-de-thomas-piketty-la-propriete-c-est-le-mal

11 septembre 2019 Par Joseph Confavreux , Fabien Escalona et Romaric Godin

« *Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme.* » C'est à rien de moins que faire mentir la fameuse sentence du philosophe américain Fredric Jameson que s'attelle Thomas Piketty dans son dernier ouvrage, qui entend fournir des outils pour « *dépasser le capitalisme* » en sortant d'une glaciation idéologique catalysée par les échecs du soviétisme réel.

Après *Le capital au XXI^e siècle*, bulldozer éditorial vendu à 2,5 millions d'exemplaires dans le monde, qui documentait l'explosion des inégalités patrimoniales mondiales, l'économiste passe aux travaux pratiques et politiques. Dans *Capital et Idéologie* (Le Seuil), il radicalise sa pensée et cherche les moyens de remettre concrètement en cause un régime inégalitaire contemporain dont les effets destructeurs sur la planète et les humains ne sont plus à établir. Jugeant que son livre de 2013 était trop occidental-centré et traitait « *les évolutions politico-idéologiques autour des inégalités et de la redistribution comme une sorte de boîte noire* », il cherche à élargir son champ d'investigation, qu'il étend de la « *multitude pluriculturelle des jatis* » en Inde aux concours impériaux chinois, en passant par la « *proposition $2x + y$* » débattue au Royaume-Uni en 1977-1978...

Piketty veut ainsi forger « *une idée plus précise de ce à quoi pourrait ressembler une meilleure organisation politique, économique et sociale pour les différentes sociétés du monde au XXI^e siècle* » en proposant, pour cela, de « *dresser les contours d'un nouveau socialisme participatif pour le XXI^e siècle* ».

THOMAS PIKETTY



CAPITAL ET IDÉOLOGIE

SEUIL

Cette très (trop ?) grande ambition suppose de « *repenser la propriété juste, l'éducation juste, la frontière juste* », alors même que nous nous trouvons dans une phase de radicalisation des injustices et des inégalités, dont le chercheur consacre de larges pans de son ouvrage à refaire la genèse.

Il remonte pour cela jusqu'aux « *sociétés ternaires* », dans lesquelles les populations étaient divisées selon leur fonction guerrière, religieuse ou laborieuse, parce que « *la structure des inégalités dans les sociétés ternaires anciennes est moins radicalement éloignée de celle en vigueur dans les sociétés modernes que ce que l'on imagine parfois* ». Et surtout en raison du fait que « *les conditions de la disparition des sociétés trifonctionnelles, extrêmement variables suivant les pays, les régions et les contextes religieux, coloniaux et postcoloniaux, ont laissé des traces profondes dans le monde contemporain* ».

Son étude des sociétés coloniales et esclavagistes lui permet, quant à elle, d'établir la « *continuité entre les logiques esclavagistes, coloniales et propriétaires* ». Et de montrer la quasi-sacralisation de la propriété qui s'enracine au XIX^e siècle, après la remise en cause des sociétés d'ordres, comme le traduit le fait que, lorsque l'esclavage a été aboli, ce ne sont pas les esclaves qui ont été indemnisés, mais bien leurs propriétaires. Et ce en dépit du fait que cette décision a, dans le cas britannique, grevé le budget du pays et surexploité les contribuables ordinaires. Et, dans le cas français, conduit à exiger d'Haïti, sous la menace militaire, le paiement d'une dette inique ayant considérablement grevé toute possibilité de développement de l'île.

Cette plongée dans l'histoire longue et la géographie large, que les spécialistes des époques et des pays analysés pourraient sans doute lui reprocher dans le détail, lui permet de souligner la diversité d'origine des inégalités, qu'elles résident dans le lourd héritage historique lié aux discriminations raciales et coloniales et à l'esclavage (notamment au Brésil, en Afrique du Sud mais aussi aux États-Unis), ou dans des facteurs plus « modernes » liés par exemple à l'hyper-concentration des richesses pétrolières, comme au Moyen-Orient qui constitue aujourd'hui la région la plus inégalitaire du monde.

Elle lui permet surtout d'établir que les inégalités n'ont rien de naturel, culturel ou civilisationnel, et que les trajectoires et bifurcations inégalitaires ou égalitaires peuvent être extrêmement rapides. Un des cas les plus frappants est celui de la Suède, pays initialement passé d'une société d'ordres à une « *démocratie hypercensitaire* », avec des droits de vote proportionnels à la fortune dans laquelle une voix en valait cent, avant de devenir l'une des sociétés les plus égalitaires du monde.

Le chercheur souligne à cette occasion que ce sont « *uniquement des mobilisations populaires particulièrement efficaces, des stratégies politiques spécifiques, et des institutions sociales et fiscales bien précises, qui ont permis que la Suède change de trajectoire* ». Dans un sens inverse, les États-Unis, qui se situent aujourd'hui en tête du creusement du vertige inégalitaire, ont été, à partir des années 1930 et jusqu'aux années 1970, pionniers dans la mise en place d'impôts progressifs massifs et de politiques de redistributions *ad hoc*.

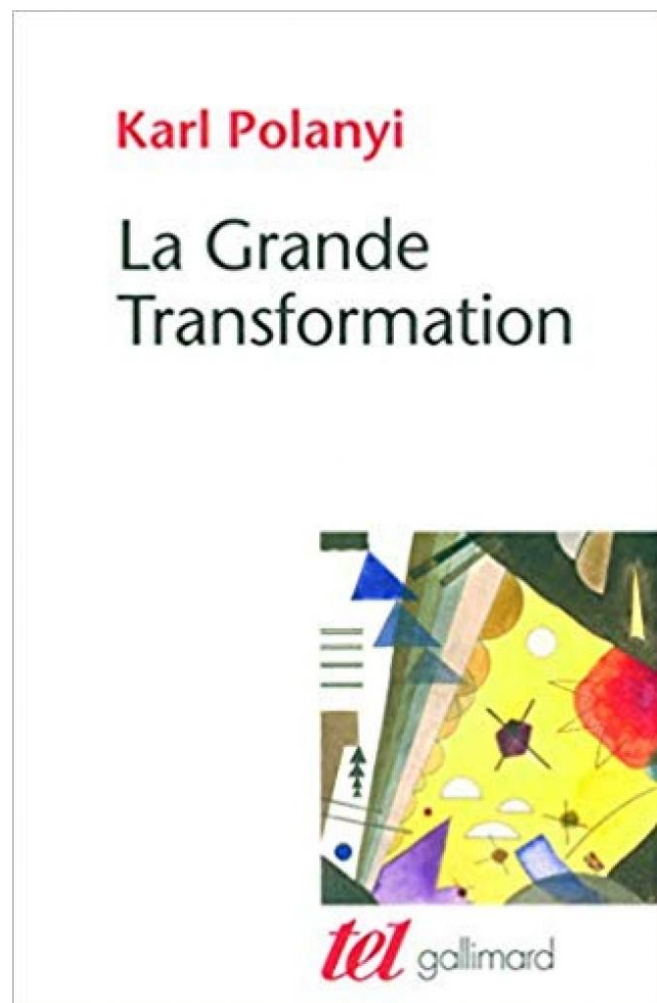
En dépit de ces exemples historiques d'effritement rapide des régimes inégalitaires ou égalitaires, à partir du constat où la concentration des patrimoines n'a cessé d'être extrêmement forte, que ce soit au XIX^e siècle, au XX^e siècle ou au début du XXI^e, les choses peuvent-elles vraiment changer ? En France la part détenue par les 50 % les plus pauvres a toujours été extrêmement faible : environ 2 % du total des patrimoines au XIX^e siècle, à peine plus de 5 % aujourd'hui...

La période de réduction importante des inégalités mondiales, en tout cas pour ce qui concerne les classes moyennes, entre 1914 et 1970, montre à la fois qu'une évolution massive est possible, mais que cette réduction ne pourra se faire à l'avantage des classes populaires qu'à condition de changer à la fois l'échelle et la nature de la lutte pour l'égalité. Pour cela, Piketty avance une proposition radicale : un changement profond du rapport à la propriété, qui ne soit pas une extension infinie et autoritaire du domaine de la propriété publique telle qu'elle s'est faite sous le socialisme réel.

Propriété temporaire et héritage pour tous

Au-delà de propositions intéressantes, et parfois déjà formulées, de renforcement de la progressivité de l'impôt sur les revenus ou les successions ; de mise en place d'un revenu de base intégré dans un dispositif global ne se substituant pas à toute politique sociale ; de ré-encastrement des marchés dans la lignée de Karl Polanyi ; ou encore d'élargissement et d'approfondissement de la propriété sociale des entreprises par rapport à la cogestion nordique ou allemande, le cœur de la thèse pikettyenne réside dans la mise en place d'un impôt annuel et fortement progressif « *sur la propriété, permettant de financer une dotation en capital à chaque jeune adulte et de mettre en place une forme de propriété temporaire et de circulation permanente des patrimoines* ». Cette taxation annuelle des patrimoines importants serait à même de permettre une « *diffusion patrimoniale* », qui constitue aujourd'hui à la fois l'angle mort et l'impasse de toute la politique contemporaine.

Cet outil fiscal aurait l'avantage de s'appliquer à tous les actifs, y compris financiers, au contraire de la taxe foncière, et de s'adapter beaucoup plus vite à l'évolution de la



richesse. Il permettrait ainsi ne pas « attendre que Mark Zuckerberg ou Jeff Bezos atteignent 90 ans et transmettent leur fortune pour commencer à leur faire payer des impôts ». Si l'on veut que les 50 % les plus pauvres détiennent enfin une part non négligeable des richesses nationales, il faudrait donc « généraliser la notion de réforme agraire en la transformant en un processus permanent concernant l'ensemble du capital privé ».

Thomas Piketty va jusqu'à établir un schéma exhaustif de cette révolution fiscale et mentale. L'impôt annuel sur la propriété et l'impôt sur les successions rapporteraient au total environ 5 % du revenu national, des sommes qui seraient entièrement utilisées pour financer une dotation en capital versée à chaque jeune adulte, par exemple à 25 ans, dans une forme « d'héritage pour tous », alors que les 50 % les plus pauvres ne reçoivent aujourd'hui quasiment rien. Cela permettrait aussi un rajeunissement des patrimoines « dont tout porte à penser qu'il serait une excellente chose pour le dynamisme social et économique ».

Cet impôt ne se substituerait pas à l'impôt progressif sur le revenu, dans lequel le chercheur inclut les cotisations sociales et une nécessaire taxe progressive sur les émissions carbone, qui rapporterait autour de 45 % du revenu national et permettrait de financer toutes les dépenses publiques, en particulier le revenu de base et surtout l'État social : santé, éducation, retraites...

Ce système désigné par les termes de « socialisme participatif », fondé sur une propriété sociale étendue et l'invention d'une propriété temporaire, n'a, juge Piketty, « plus grand-chose à voir avec le capitalisme privé tel qu'on le connaît actuellement ». Il constitue pour lui « un réel dépassement du capitalisme » permettant de tracer une autre route, qui ne soit ni le durcissement de l'idéologie propriétaire, ni le repli nativiste.

« Certaines des conclusions obtenues peuvent sembler radicales », écrit le chercheur. Et c'est sans doute ainsi que le recevront les sociaux-démocrates à qui l'ouvrage semble en premier lieu destiné, si l'on en croit le massif plan de communication de l'ouvrage, qui imposait un embargo au 12 septembre, dont seuls étaient dispensés les principaux médias de la social-démocratie, à savoir *Le Monde*, *L'Obs* et France Inter.

L'ouvrage de Piketty obligera toutefois aussi la gauche radicale à se positionner, et notamment à répondre à l'affirmation du chercheur selon laquelle certaines façons d'organiser les rapports de propriété au XXI^e siècle « peuvent constituer un dépassement du capitalisme bien plus réel que la voie consistant à promettre sa destruction sans se soucier de ce qui suivra ».

Toutefois, avant de devenir ce qu'il prétend être, à savoir un « antidote tout à la fois au conservatisme élitiste et à l'attentisme révolutionnaire du grand soir », l'ouvrage du chercheur risque de devoir surmonter deux ordres de limites : la définition restreinte qu'il propose à la fois du capital et de l'idéologie, et la politique adéquate à mener pour faire en sorte qu'un tel édifice, révolutionnaire sur le plan fiscal et idéologique, ne demeure pas une usine à gaz de papier.

En effet, si l'ambition de Piketty est aussi louable que rare, puisque même les partis de la gauche radicale n'ont guère produit, au-delà de quelques slogans, de véritables projets pour sortir du capitalisme tel qu'il existe, alors qu'il s'agit de la condition *sine qua non* pour mettre fin au désastre climatique, social et politique contemporain, un doute subsiste sur les moyens théoriques et pratiques que le chercheur met véritablement en œuvre, au terme de 1 200 pages qui prétendent, précisément, offrir des solutions concrètes à l'analyse des situations concrètes, pour paraphraser Lénine.

La logique d'accumulation laissée intacte

La première interrogation porte sur la définition des deux termes qui donnent leur titre au livre, « capital » et « idéologie », et la dialectique possible entre ces deux notions. Si l'apport principal de l'ouvrage porte sur une redéfinition de la notion même de la propriété, il réduit trop souvent la notion de capital à celle de patrimoine. Au risque de se priver alors des moyens de « dépasser le capitalisme », comme il entend pourtant le proposer. Le capitalisme repose en effet sur une logique d'accumulation et une exploitation du travail pour le profit qui ne sont pas véritablement remises en cause dans l'ouvrage.

Certes, l'extension de la propriété sociale, en renforçant la démocratie dans les entreprises, réduit l'autonomie de l'usage de la plus-value réalisée, tandis que l'invention d'une propriété temporaire affaiblit l'accumulation du capital. Mais cela ne permet de saper ces deux piliers du capitalisme que si, parallèlement, la *nécessité* d'accumulation du capital est réduite par la mise en place d'un mode *alternatif* de réponse aux besoins de la société.

Or Thomas Piketty estime que la question des inégalités est la clé universelle pour régler la question sociale, la question écologique et dépasser le capitalisme. Pourtant, si le besoin d'accumulation ne disparaît pas, autrement dit, si le fonctionnement de l'économie demeure *dépendant* de cette accumulation pour produire de la valeur, alors le bel édifice du chercheur risque de vaciller. Rien ne garantit en effet que la mise en place d'un impôt annuel sur le patrimoine permettant la circulation de ce dernier sera suffisante pour en finir avec le besoin d'accumulation du capital, ni avec les effets d'aliénation et de domination propres au capitalisme.

Si la société continue à fonctionner sur le mode actuel, même avec moins d'inégalités, le besoin d'accumulation pour financer l'emploi, l'investissement ou l'innovation ne pourra, *in fine*, conduire qu'à exercer une pression sur la fiscalité du capital. Surtout, la pression qu'exerceront les capitalistes sur l'emploi conduira nécessairement à rééquilibrer la politique en leur faveur.

Il n'est pas certain que l'échafaudage de Piketty permette, même en donnant davantage de poids aux salariés dans les entreprises, de modifier la dialectique entre travail et capital susceptible de bousculer l'hypercapitalisme actuel. Un élément du livre fait signe vers cette inquiétude : le dépassement du capitalisme ne devrait atteindre qu'avec

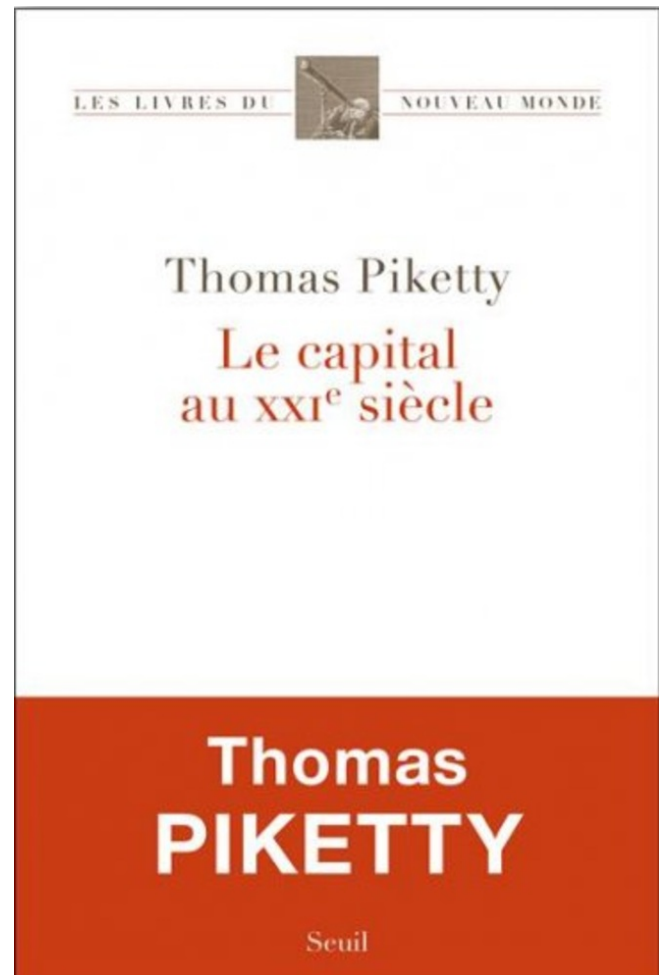
mesure les PME. Dans les petites entreprises, Thomas Piketty défend un pouvoir maintenu du capital, au nom des « rêves » du patron qui apporte son capital, tandis que le salarié, lui, pourrait partir « *du jour au lendemain* ». Étrange tableau qui constitue précisément la justification actuelle du pouvoir du capital sur le travail. Mais qui demeure logique dans la mesure où le capitalisme continuerait de fonctionner comme avant, par extraction de plus-value, circulation et accumulation.

L'autre perplexité concerne le second terme du titre choisi par Thomas Piketty. Lier ainsi « capital » et « idéologie », alors que son livre précédent n'affichait dans son intitulé que le premier terme, est une façon pour l'économiste de formation qu'il est d'insister, comme il le fait tout au long du livre, sur l'idée centrale que la science économique ne saurait exister en dehors des sciences sociales. Rien d'économique ne peut être compris sans étudier les sous-jacents sociologique, politique et historique. Quoique peu disert sur ses références, Thomas Piketty s'inscrit ainsi dans la tradition hétérodoxe qui insiste sur l'importance des institutions et s'oppose au caractère « *naturel* » de l'économie. Soumettre cette « naturalité » à l'épreuve de l'histoire permet effectivement d'en finir avec un tel mythe et c'est la vertu principale de la

longue – et parfois laborieuse – série de descriptions historiques de l'ouvrage. Il est toujours utile de rappeler cette saine vérité que le régime économique présent n'est pas le fruit d'un destin inéluctable, organique ou métaphysique, mais celui de choix humains, qu'il est donc possible de modifier.

Ce souci suffit-il à cerner ce qu'est une idéologie, alors que le chercheur ne s'embarrasse guère de discussions avec les philosophes qui ont réfléchi à cette notion ? Thomas Piketty affirme que « *les inégalités sont d'origine idéologique et politique* » en insistant sur « *l'autonomie* » de cette sphère du récit dans son action sur le réel. Il renverse et « *reformule* » ainsi l'incipit du *Manifeste du Parti communiste* en prétendant désormais que « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que la lutte des idéologies et de la quête de la justice* ». Une quête intellectuelle, donc.

Il affirme pourtant aussi à plusieurs reprises que « *toute l'histoire des régimes inégalitaires montre que ce sont avant tout les mobilisations sociales et politiques et les expérimentations*



concrètes qui permettent le changement historique ». Autrement dit : ce sont bien les conditions réelles d'existence qui conduisent à des réactions et font avancer l'histoire.

Cette tension est liée à l'impasse du paradigme fordiste des années 1930-1970 dont on sent un regret constant chez Thomas Piketty. Néanmoins, si cette période a pris fin, c'est d'abord parce qu'elle ne répondait plus à sa fonction première, qui avait conduit à sa création dans les années 1930 : précisément celle de sauver le capitalisme de ses excès. L'auteur l'avoue : il voudrait reprendre le fil de l'histoire dans les années 1970, là où s'est arrêté le progrès social-démocrate. Toutefois, cet arrêt n'est pas un accident de l'histoire. Il est le résultat de l'échec de la vision sociale-démocrate « évolutionniste » du capitalisme vers un dépassement pacifique et graduel, échec tout aussi évident que la faillite de l'économie soviétique.

Si le livre de Piketty peine à dialectiser le capital et l'idéologie dans toute l'ampleur de ces deux termes, c'est qu'il est parcouru par un spectre, celui de Marx, qu'il refuse de prendre suffisamment au sérieux alors même que le penseur de Trèves pose des questions incontournables à son propos et essentielles à ses propositions, à partir du moment où l'on intitule son ouvrage *Capital et Idéologie...*

Peut-on considérer, ainsi, que la question des inégalités peut se régler indépendamment des notions d'aliénation et d'exploitation ? Tant qu'effectivement le travail perd le contrôle sur son produit au profit du capital, les propositions de Thomas Piketty demeurent fragiles. À moins que ce dernier espère simplement qu'on puisse se contenter d'« acheter » en quelque sorte l'adhésion des salariés à cette aliénation par moins d'inégalités. Mais l'histoire, en particulier celle des années 1960 et 1970, montre précisément le contraire.

C'est finalement le grand regret que laisse la lecture du livre : il manque une théorie de la valeur, et sans doute aussi une théorie de la monnaie, à la hauteur de l'ambition de ce livre. C'est pourquoi il est dommage de ne pas avoir un véritable dialogue avec Marx, comme avec les théoriciens néolibéraux ou post-keynésiens. Cette absence est fâcheuse parce que les inégalités, comme le montre bien Thomas Piketty, sont un moyen puissant de mettre en lumière et en œuvre le nécessaire dépassement du capitalisme. À condition d'aller plus loin que la question de la propriété, comme le font d'ailleurs certains théoriciens, notamment outre-Atlantique, et de ne pas non plus négliger les formes concrètes de sortie du capitalisme qui s'expérimentent localement.

« Coalition égalitaire » et « gauche brahmane »

Quoique souhaitables par rapport à l'existant, l'efficacité et la radicalité des solutions de Piketty risquent de s'avérer plus limitées qu'attendu, lorsqu'on les confronte à une grille de lecture davantage critique des fondements ultimes du capitalisme. Et cette limite théorique à l'ambition de l'ouvrage se redouble d'une interrogation politique sur les manières de mettre en place de telles mesures.

Le chercheur, dans la dernière partie de l'ouvrage, réfléchit aux conditions nécessaires

pour qu'une nouvelle « *coalition égalitaire* », reprenant à zéro le programme inabouti de la social-démocratie, porte la révolution fiscale qu'il propose de mettre en place. Ce qui suppose, en premier lieu, de rapatrier les classes populaires désarrimées des partis de gauche.

Piketty rappelle en effet à quel point la gauche électorale, autrefois surreprésentée parmi les citoyens les moins dotés en patrimoine, revenus et diplômes, obtient désormais ses meilleurs scores parmi les plus instruits. Il associe ce « *retournement* » à l'émergence d'un « *système d'élites multiples* », dans lequel les « *gagnants du système éducatif* » voteraient à gauche – ce qu'il désigne par les termes de « *gauche brahmane* » –, tandis que la droite électorale, baptisée « *droite marchande* », continuerait d'attirer « *les plus hauts revenus et patrimoines* ».

Dans ce schéma, les milieux populaires sont devenus orphelins de représentation politique. Si certaines fractions – en fait déjà les plus à droite – ont pu être attirées par les sirènes « *nativistes* » cultivant le rejet de l'immigration postcoloniale, d'autres sont tout bonnement sorties du jeu électoral en grossissant les rangs des abstentionnistes. Les propositions de Thomas Piketty peuvent-elles alors constituer la base d'une coalition égalitaire qui regagnerait un vote populaire libéré de l'exploitation d'identités trop figées, notamment sur le plan ethno-racial et religieux ? Là encore, l'ambition du chercheur risque de se heurter à certaines limites.

L'économiste ne dialogue en effet que très peu avec la production contemporaine en science politique, alors qu'il se fixe pourtant l'objectif de « *repenser les dimensions du conflit politique* » dans la dernière partie de son ouvrage. En la matière, comme l'a diplomatiquement fait remarquer l'électoraliste Nonna Mayer, une pléthore de travaux sont pourtant déjà disponibles, dont Mediapart s'est parfois fait l'écho. En se comportant comme un défricheur plutôt que comme un continueur ou un discutant critique, Piketty s'épargne des nuances et des discussions qui auraient pu enrichir son propos.

Lire aussi

Certains travaux ont par exemple montré que le désalignement des ouvriers par rapport à la gauche a *précédé* l'expérience du pouvoir, dont Piketty juge qu'elle constitue un moment de bascule. Pour la France, Florent Gougou fait remonter le début de cette dynamique aux élections législatives de 1978, alors que PS et PCF campaient sur des plateformes radicales et n'avaient pas encore eu le temps de décevoir. Ce chercheur a mis en évidence que le moteur du changement a été d'abord générationnel : les nouvelles cohortes d'ouvriers ont été socialisées dans des contextes matériels et idéologiques différents de leurs aînés, d'où des comportements électoraux dissemblables.

Avoir en tête cette chronologie du désalignement permet de mesurer l'ampleur du défi posé à la gauche dans sa relation aux milieux populaires, dans la mesure où la simple restauration d'un discours pro-redistribution ne suffira probablement pas à convaincre des couches sociales ayant subi trois décennies de crise économique. Il s'est joué une

évolution structurelle dépassant de loin les effets des cycles gouvernementaux. Piketty relève bien le caractère graduel de cette perte d'audience de la gauche, et de la tendance contraire à l'alignement, sur elle, des plus diplômés. Mais c'est pour en tirer la conclusion que « *la gauche électorale est passée de parti des travailleurs en parti des diplômés sans l'avoir vraiment voulu et sans que personne ait véritablement été en position de le décider* ».

Pour un lecteur français ayant vécu les débats autour de la note de Terra Nova en 2011, l'affirmation peut faire sursauter. On peut même remonter jusque dans les années 1960, pour retrouver chez Jean Poperen, futur n° 2 du PS, une mise en garde contre la tentation « sociale-technocrate ». Pointant l'ascension d'une « *bourgeoisie technicienne* » menaçant de reproduire la subordination des travailleurs ordinaires, il redoutait « *l'enchaînement* » de ces derniers « *au char des organisateurs, managers officiels [du] capitalisme* ». Difficile de plaider l'effet de surprise...

La catégorie de « gauche brahmane » ne paraît pas non plus pleinement convaincante. L'économiste entend certes ainsi pointer le risque d'élitisme qui guette ce camp, et appelle à y remédier par un agenda socio-économique capable de réunir classes moyenne et populaire contre les rentiers. On le rejoindra certes sur le fait que c'est sur ce terrain, plus que sur les enjeux culturels, que des alliances de ce type peuvent être construites (*lire notre entretien avec Line Rennwald*).

Mais le fait d'importer un vocabulaire de castes indiennes pour analyser la structure sociopolitique occidentale apparaît hasardeux, d'autant qu'au-delà de la métaphore, les catégories diplômées ainsi visées ne représentent pas une élite à mettre tout à fait sur le même plan que celle des propriétaires, ne serait-ce qu'en termes de poids numérique. Le niveau d'instruction ayant singulièrement augmenté dans l'ensemble de la société, il était indispensable pour la gauche de se faire *aussi* la représentante de couches socio-démographiques pesant de plus en plus lourd dans l'électorat, au contraire des plus riches détenteurs de capitaux. D'autant que les diplômés sont *aussi* des travailleurs, ce qui ne rend pas moins indispensable une alliance avec le salariat d'exécution.

En outre, une part croissante des « brahmanes » ne convertissent plus aussi bien leur niveau de diplôme en confort, stabilité et pouvoir de décision. Or c'est justement en réaction à un système capitaliste dont la crise affecte désormais des franges entières des classes moyennes, que ces dernières fournissent les bataillons d'une nouvelle gauche offensive dont Piketty se réjouit dans son livre, et qu'incarnent les figures de Podemos ou des Démocrates socialistes comme Ocasio-Cortez.

D'audacieuses propositions fiscales, ou même d'égalisation des dépenses d'enseignement par tête, seront-elles à la hauteur d'une telle époque ? Tout dépend de l'interprétation faite des cours respectifs de la démocratie et du capitalisme au fil des cent cinquante dernières années. Là encore, la discussion mériterait d'être approfondie.

Piketty estime en effet que ses propositions s'inscrivent dans le cours d'un « *mouvement vers le socialisme démocratique qui est en route depuis la fin du 19^e siècle* », interrompu par la révolution conservatrice des années 1970 et la chute du communisme. Certains

politistes, comme le regretté Peter Mair, considèrent pourtant que la véritable parenthèse fut celle des trois décennies d'après-guerre, appelées « trente glorieuses » en France. Une période durant laquelle les démocraties libérales-représentatives furent particulièrement stables et inclusives, grâce à des compromis facilités par des niveaux de croissance historiquement exceptionnels (ce que Piketty lui-même montrait dans son précédent opus).

Sous ce prisme, le durcissement néolibéral témoignerait plutôt du retour à un jeu politique à somme nulle entre intérêts sociaux antagonistes. Les tentatives de justice fiscale pourraient donc rencontrer des résistances farouches, nécessitant, pour être dépassées, un niveau de conflictualité allant au-delà des aspirations de l'auteur à un changement pacifique et progressif.

Mots-clés

Derniers articles

Du même auteur

Multimédias

Aujourd'hui

Thomas Piketty sera invité face à la rédaction dans le premier MediapartLive de la saison, mercredi 18 septembre.

Piketty, l'économiste qui murmure à l'oreille de la gauche

 mediapart.fr/journal/culture-idees/110919/piketty-l-economiste-qui-murmure-l-oreille-de-la-gauche

11 septembre 2019 Par Fabien

Escalona

Aller au contenu

L'auditeur mal réveillé, lundi 9 septembre, pouvait se demander si France Inter ne recevait pas un invité cryptocommuniste, tant celui-ci était sommé de s'expliquer sur des propositions potentiellement « *liberticides* », « *excessives* », « *confiscatoires* » et « *spoliatrices* ». Il s'agissait pourtant de Thomas Piketty, économiste aujourd'hui internationalement reconnu sur les questions de fiscalité et d'inégalités, dont l'irruption dans l'espace public au début des années 2000 s'était plutôt faite sous les traits d'un petit génie de la gauche réformiste bon teint.

Avec d'autres jeunes chercheurs couvés par Daniel Cohen, il évoluait alors au contact des courants « modernisateurs » du Parti socialiste, comme en témoignent sa participation à l'association « À gauche en Europe » fondée par Michel Rocard et Dominique Strauss-Kahn, ou son rôle de conseiller économique auprès de la candidate Ségolène Royal en 2007. Quoique fils de militants de Lutte ouvrière, Piketty s'est construit sur des bases intellectuelles pour le moins éloignées du marxisme. Dans son dernier livre, quasiment aucun économiste dit hétérodoxe n'est cité ou discuté (*lire notre compte-rendu critique*).

L'intéressé continue d'ailleurs de se défendre de toute radicalité mal placée, affirmant que ses propositions ne font que poursuivre un mouvement démocratique d'égalisation des conditions lancé voilà un siècle. Il n'empêche, il n'est pas anodin de le voir aujourd'hui proclamer en une de L'Obs, vénérable publication réputée pour son modérantisme, qu'« *il est temps de dépasser le capitalisme* ». Lui-même reconnaît, en conclusion de *Capital et Idéologie*, que « *ses conceptions initiales étaient plus libérales et moins socialistes qu'elles ne le sont devenues* ».

Il est tentant d'envisager la trajectoire de Thomas Piketty comme un symptôme des tensions parcourant l'espace social-démocrate, dont une partie se radicalise au contact d'un capitalisme dévastant non seulement les piliers de l'État social mais jusqu'au système-Terre. Mais elle témoigne également d'une position très singulière acquise dans le



champ scientifique, et qui lui confère aujourd'hui des ressources importantes pour peser dans le débat public. À quelles fins, pour s'adresser à qui, et avec quelle pertinence ? Sur ces dernières questions, les avis à gauche divergent.

Une chose est admise par tous nos interlocuteurs : Piketty a réalisé sa carrière au sein de la science économique dominante, d'où il a conquis sa réputation, sa légitimité et en partie son influence. Son positionnement dans le champ scientifique se révèle cependant plus complexe qu'il n'y paraît.

« D'un côté, nous explique Frédéric Lebaron, professeur en sociologie à l'ENS Paris-Saclay, il recueille tous les bénéfices de l'orthodoxie : il publie en effet dans les meilleures revues et bénéficie d'un réseau de recherche impressionnant. Mais tout en ne voulant pas être stigmatisé comme hétérodoxe, il se revendique chercheur en sciences sociales, refusant ainsi le sectarisme qui peut prévaloir dans cette discipline. De plus, il a réellement infléchi son épistémologie avec un ancrage prononcé dans l'histoire. »

D'une formation académique et d'une génération proches de celles de Piketty, le politiste Christophe Bouillaud rappelle à quel point ce dernier a évolué dans un milieu hostile à tout positionnement marqué à gauche, et dans lequel la maîtrise technique, plus que le brio théorique, était susceptible d'ouvrir à une belle carrière. *« Il faut se représenter le niveau de censure des idées minimalement à gauche à l'époque. Pour ne pas vraiment sacrifier à la doxa néolibérale, Piketty a eu l'intelligence d'investir le filon plus "neutre" et abandonné de la statistique historique. Cela lui a permis de dire des choses différentes, et de lever des lièvres sur les inégalités que même les hétérodoxes n'étaient pas allés voir en détail. »*

L'allié qui venait du « mainstream »

Guillaume Balas, membre de l'aile gauche du PS jusqu'en 2017, se souvient de l'intérêt suscité par cet économiste certes *mainstream*, mais légitimant l'idée d'un impôt davantage progressif. Aujourd'hui coordinateur national de Génération.s, il le regarde également d'un bon œil *« casser le tabou de la propriété privée »*. *« Ses propositions ne sont certes pas révolutionnaires, mais par rapport à l'existant, leur mise en œuvre serait déjà énorme. Depuis la sphère sociale-démocrate modérée, il remet tout de même en cause l'héritage et l'idée selon laquelle on mérite entièrement ce qu'on a accumulé. »*

Ayant côtoyé l'économiste pendant la campagne de Benoît Hamon en 2017, il souligne toutefois les tensions susceptibles d'être créées par le côté *« à prendre ou à laisser »* de ses propositions. Frédéric Lebaron voit d'ailleurs en Piketty l'archétype de *« l'intellectuel toujours déçu en politique, arrivant avec des packages cohérents »* mais peu compatibles avec les multiples impératifs dont doivent tenir compte les responsables politiques.

L'acmé de l'influence programmatique de Piketty fut peut-être la reprise, par le PS de Martine Aubry, en 2012, de sa proposition de révolution fiscale passant par le rapprochement de l'impôt sur le revenu et de la CSG sur une base progressive. On sait maintenant qu'il n'en est rien resté sous le mandat de François Hollande, durant lequel il

a plutôt aidé les frondeurs socialistes à bâtir des contre-propositions, ainsi que nous le confie l'ex-député Laurent Baumel, qui voit Piketty comme un intellectuel critique incarnant « *un réformisme fidèle à ses valeurs* ».

L'économiste Liêm Hoang Ngoc, qui avait participé au projet économique de la majorité Aubry au PS mais a également contribué au programme de Jean-Luc Mélenchon en 2017, observe les restes de cette influence « fiscalo-pikettyenne » dans les propositions faites pendant la campagne insoumise. « *Nous ne proposons pas de fusionner impôt sur le revenu et CSG, mais le principe intellectuel était identique : en faire des impôts individualisés et fortement progressifs, avec une dotation forfaitaire par enfant pour contrecarrer les effets injustes du quotient familial.* »

Entre-temps, le Piketty aux chroniques assez nettement sociales-libérales du début des années 2000 s'est frotté à des données de plus en plus riches sur les inégalités, avant d'être frappé par l'ampleur de la crise de 2008 et surtout la faible rationalité de l'austérité violente mise en œuvre en Europe. « *Sources historiques* » et événements contemporains se sont ainsi conjugués pour orienter un peu plus à gauche le « *cheminement* » intellectuel que Piketty tente de reconstruire dans les dernières pages de son livre.

Une évolution congruente avec celle de l'influent Pierre Rosanvallon (*voir notre dernier entretien vidéo*), qui avait publié Piketty dès 1997 à la Fondation Saint-Simon – liquidée depuis – et accueille aujourd'hui *Capital et Idéologie* dans la collection qu'il dirige au Seuil. Dans son dernier livre, Rosanvallon explique ainsi comment il a cherché à ne plus apparaître comme la caution d'une « *vision élitiste-technocratique* » prégnante au sein de la gauche gouvernementale, en se mettant en quête d'une « *perspective de refondation intellectuelle* ». « *Notre ambition est d'écrire "le Capital" du 21^e siècle* », annonçait-il à Libération en 2005. Huit ans plus tard, Piketty se chargeait du projet et le prolonge aujourd'hui avec son nouveau livre.

[Page suivante](#)

Mots-clés

Derniers articles

Du même auteur

Multimédias

Aujourd'hui

}

La primauté de l'actionnaire, rouage essentiel des inégalités

 [mediapart.fr/journal/economie/110919/la-primaute-de-l-actionnaire-rouage-essentiel-des-inegalites](https://www.mediapart.fr/journal/economie/110919/la-primaute-de-l-actionnaire-rouage-essentiel-des-inegalites)

11 septembre 2019 Par Martine
Orange

Aller au contenu

Pour Wall Street, cela ressemble presque à une révolution copernicienne. Au cœur de l'été, le Business Roundtable, qui regroupe plus de 200 dirigeants des plus grands groupes américains, a publié ses nouveaux principes sur les finalités de l'entreprise. Depuis des décennies, la question ne se posait même plus : l'entreprise avait pour seul but de créer de la valeur pour l'actionnaire (*shareholder value*). Point. Et là, surprise : tout en reconnaissant toujours l'importance de l'actionnaire, donc du capital, les dirigeants du Business Roundtable, emmenés par Jamie Dimon, le P.-D.G. de JP Morgan Chase, affirment que l'entreprise doit aussi prendre en compte les autres parties prenantes de l'entreprise – les salariés, les sous-traitants, les clients, etc. –, qu'elle a aussi une responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

Jamie Dimon, pdg de JP Morgan chase et de Business Roundtable © DR

Après la campagne « Taxez-nous plus » lancée à l'été par quelques milliardaires, ce revirement d'un des plus puissants lobbies patronaux américains illustre la nervosité qui est en train de s'installer dans les milieux fortunés. Les grands groupes s'inquiètent de l'animosité dont ils font l'objet auprès d'une partie de



plus en plus large de l'opinion publique. La colère déclenchée contre les banques et la finance après la crise financière de 2008 s'est muée en un rejet plus général du comportement des grands groupes, de leur conduite visant à ne travailler que pour les 1 % les plus riches au détriment des autres 99 %, à n'assumer aucune responsabilité tant à l'égard des hommes que de la planète.

Alors que le changement climatique devient LA question pour un nombre croissant de personnes, que de plus en plus de jeunes Américains ne rejettent plus le mot « socialisme » tabou aux États-Unis pendant plus d'un siècle, les dirigeants des grands groupes se disent qu'il devient nécessaire de donner le sentiment qu'ils sont à l'écoute de la population. D'autant que la classe politique – l'aile gauche du parti démocrate aux États-Unis, le Labour en Grande-Bretagne notamment – est en train de s'emparer de tous ces sujets, cherchant à la fois les moyens d'endiguer les méfaits d'un capitalisme débridé, de remédier aux inégalités criantes et d'assurer la transition environnementale. Bref, pour le monde des affaires il est urgent de donner des gages pour éviter le pire : une reprise en main du monde économique par le politique.

La conversion surprise de Wall Street n'a cependant guère convaincu pour l'instant. Leurs engagements d'adopter des gestions plus responsables ont été accueillis par de nombreuses critiques. Des économistes n'ont pas manqué de rappeler les immenses efforts et moyens mis en œuvre par les plus fortunés après la crise financière de 2008 pour que rien ne change.

De leur côté, Bernie Sanders ou Elizabeth Warren, candidats à la primaire démocrate, ont remis en mémoire les salaires exorbitants des P.-D.G., la propension des grands groupes à favoriser l'évasion fiscale, leurs pratiques pour fuir toute responsabilité. Même le très modéré Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor dans l'administration Clinton, n'a pu s'empêcher de relever que ces promesses manquaient singulièrement de force, d'autant que ces hauts dirigeants avaient soigneusement veillé à exclure l'État comme partie prenante dans la conduite de leurs affaires.

De fait, la prudence s'impose. Voilà plusieurs années que le thème des inégalités est devenu un sujet obligé à Davos ou dans les grands colloques internationaux. Tous les dirigeants se sentent désormais tenus de faire de longues phrases sur « *la croissance plus inclusive* », « *la préservation de l'environnement* », « *la lutte contre les inégalités* ». Sans modifier en rien leur comportement. « *Tout cela n'est que leurre* », a prévenu Anand Giridharadas, ancien éditorialiste du *New York Times*, dans *The Winners take all*, un pamphlet au vitriol publié en 2011 sur la capacité des élites dirigeantes à se présenter comme les sauveurs du monde.

Pourtant, même si elle constitue une nouvelle ruse, cette évolution du monde patronal américain mérite que l'on s'y attarde. Car celui-ci, pour la première fois, met le doigt sur un des mythes fondateurs du néolibéralisme, qui a été un des rouages essentiels du creusement historique des inégalités depuis plus de quatre décennies : la prééminence de l'actionnaire, la sauvegarde coûte que coûte, à n'importe quel prix, du capital.

Ce concept a métamorphosé le capitalisme occidental à partir des années 1970. Comme beaucoup d'autres relevant de la catéchèse néolibérale, il a été forgé par Milton Friedman. À la question « À quoi sert l'entreprise ? », le fondateur de l'école de Chicago avait apporté une réponse sans nuance dans son ouvrage *Capitalisme et Liberté*, publié en 1962. Pour lui, l'entreprise ne pouvait avoir qu'un but : faire du profit pour ses actionnaires. Toute autre mission visant à lui faire assumer une quelconque responsabilité publique, sociale ou sociétale ne pouvait être que naïveté et bêtise conduisant tout droit au « *socialisme* ».

Cette vision relève au moins d'une certaine naïveté, voire d'une erreur fondamentale, selon Colin Mayer. « *La vision de Friedman repose sur des modèles économiques simples et élégants mais qui ne résistent pas dans la pratique* », explique cet universitaire à la Saïd Business School de l'université d'Oxford dans son ouvrage *Prosperity*, publié en 2018. Il déconstruit pierre par pierre le mythe de la *shareholder value*.

Pour lui, l'idée que la finalité de l'entreprise est de faire du profit, rien que du profit, conduit à des gestions déplorables et des résultats désastreux. Pour une raison essentielle : le profit n'est pas la finalité de l'entreprise mais une condition pour réaliser son projet. Celui-ci peut être de faire de construire des avions, des machines à laver, d'inventer des logiciels – et ce qui justifie l'existence de l'entreprise et les garanties et les privilèges dont elle dispose –, mais en aucun cas le profit. La mission d'une entreprise, « *c'est de proposer des solutions aux problèmes des gens et de la planète* », soutient-il.

Le seul fait que cette conception, somme toute très classique et très conventionnelle de l'entreprise en vigueur dans les économies industrielles occidentales de l'après-guerre, paraisse aujourd'hui « révolutionnaire » donne la mesure du climat intellectuel dans lequel nous avons baigné.

Car en quelques années, les idées de Friedman ont tout emporté. Le monde des affaires et de la finance s'en est emparé avec délectation. Et dès la fin des années 1970, les responsables politiques étaient convertis. Margaret Thatcher et Ronald Reagan donnèrent le coup d'envoi de ce qui allait être la grande mutation du capitalisme occidental.

Capital contre travail

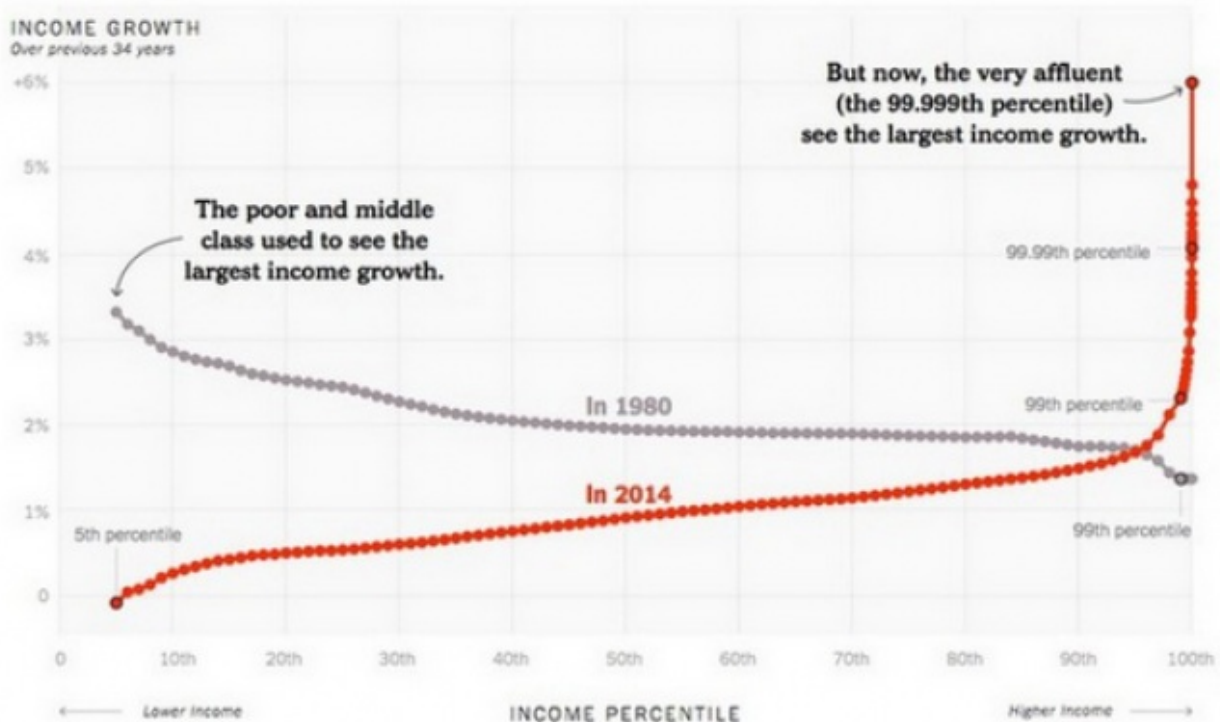
Mais il fallait que le changement soit complet, que les moindres résistances internes au sein des entreprises soient abattues. Afin de s'assurer d'avoir toutes les cartes en main, les détenteurs du capital forgèrent un nouveau concept : l'alignement des intérêts des dirigeants sur celui des actionnaires. Selon l'économiste Daniel Cohen dans son ouvrage *Trois leçons sur la société post-industrielle*, cette évolution marque une rupture fondamentale du capitalisme : le divorce entre les managers et les salariés. Désormais, les dirigeants d'entreprise ne s'estimaient plus les *primus inter pares* des salariés dans l'entreprise, mais les représentants du capitalisme actionnarial au sein de l'entreprise. Les responsables d'entreprise ont fait cause commune avec le monde financier.

Une lutte des classes, qui ne dit pas son nom, du capital contre le travail, favorisée encore par la financiarisation et la mondialisation, a été engagée. Tout devait être mobilisé pour les actionnaires. Pan par pan, toutes les protections, tous les pouvoirs de négociation des salariés ont été abattus, en commençant par dénigrer les principes mêmes sur lesquels ils reposaient. Syndicats, protection sociale, droit du travail, hausse des salaires, contrat de travail, salaire minimum... tout a été démaillé avec méthode. Les charges sociales, environnementales, sécuritaires ont été externalisées vers la société et les États. Car comme il se doit, l'entreprise n'est responsable de rien.

Mais la transformation est allée plus loin : l'entreprise n'était plus un lieu de production, elle n'avait plus d'objet social, elle est devenue un objet financier. Des milliers d'emplois de banquiers d'affaires, d'avocats, de conseils en tout genre ont fleuri alors pour

accompagner les OPA, suggérer des démantèlements, des reventes, des anéantissements. Tout devait être mis en œuvre pour gratifier l'actionnaire, pour extirper les richesses censées être dormantes.

Pour le monde financier, ces opérations créent de la « valeur ». Au terme de quarante ans d'expérimentations, la *shareholder value* se révèle un des plus grands facteurs de destruction de valeur, de dysfonctionnement pour l'économie réelle.



Un enrichissement sans précédent des 0,01% des plus riches © New York Times
Le maintien sous pression des emplois, la destruction de toutes les résistances internes à l'entreprise ont conduit à une stagnation sans précédent des salaires. Depuis trente ans, les salaires des ménages américains n'ont quasiment pas progressé. Pour les plus pauvres, ils ont même régressé. Cette stagnation salariale atteint désormais toutes les économies occidentales. Cela aussi est sans précédent historique, et au cœur du malaise démocratique.

Dans le même temps, le capital n'a jamais autant prospéré. Il n'est plus jamais sollicité pour financer les sociétés – à l'exception des introductions en Bourse, il n'y a plus jamais de levées de capitaux en Bourse –, mais il exige une rétribution de plus en plus élevée. Alors que le niveau de distribution tournait autour de 25 % à 30 % des profits dans les années 1980, il s'élève désormais à plus de 40 %, voire près de 50 % pour les entreprises françaises.

Pour les adeptes de Milton Friedman, les profits sont la reconnaissance de l'efficacité des entreprises. Mais c'est une autre histoire qui s'écrit depuis longtemps, faite aussi de manipulations, de truquages et de mensonges.

Directement intéressés aux « performances » de leur entreprise, les dirigeants ont

découvert tout le bénéfice des opérations de rachats d'actions pour soutenir leur cours boursier. En 2018, les rachats d'actions à Wall Street ont mobilisé 650 milliards de dollars, selon les calculs de Goldman Sachs. Ils pourraient dépasser les 850 milliards de dollars cette année, selon les estimations de la même banque. De l'argent dépensé en pure perte, qui peut se volatiliser au moindre retournement boursier et qui est distrait des véritables besoins de l'entreprise comme l'investissement et l'innovation, mais qui est tellement profitable pour les dirigeants.

Car il n'a pas fallu longtemps pour que les responsables d'entreprise intègrent parfaitement la notion d'alignement de leurs intérêts sur ceux des actionnaires. Bonus, stock-options, primes en tout genre, les dirigeants ont démontré une cupidité à toute épreuve. Aujourd'hui, la rémunération moyenne d'un P.-D.G. américain représente 168 fois le salaire médian des salariés. L'écart entre le plus bas salaire et le P.-D.G. d'un groupe français est de plus de 250 fois.

Cet emballement de l'accumulation du capital, l'inflation des actifs financiers, largement soutenue par les banques centrales depuis la crise financière, ont créé une croissance des inégalités sans précédent. En 2015, le patrimoine des 80 premiers milliardaires dans le monde représentait autant que celui de la moitié de la population mondiale. En 2017, la fortune des 42 premiers milliardaires suffisait pour égaler celle de la moitié de la population mondiale, selon les rapports annuels de l'ONG Oxfam sur les inégalités.

La perte de sens de ce modèle trouve son illustration dans ce seul exemple : en six mois depuis le début de l'année 2019, le milliardaire Bernard Arnault, P.-D.G. de LVMH, a vu sa fortune augmenter de 31 milliards, ce qui lui permet de devenir le deuxième milliardaire de la planète avec un patrimoine de plus de 104 milliards de dollars.

Les inégalités sont le tribut à payer pour assurer l'efficacité de l'économie, continuent à assurer les dirigeants des grands groupes. Mais là encore la réalité dit autre chose. La compression des salaires, la remise en cause des statuts, le travail à la tâche se traduisent par une baisse, là aussi historique, de la productivité et de l'innovation. Plutôt que d'investir, les grands groupes préfèrent se constituer des rentes mondiales et amasser de l'argent, comme le relève Jonathan Tepper dans le *Mythe du capitalisme*.

Selon l'agence Moody's, les grandes firmes américaines détiennent actuellement plus de 1 600 milliards de dollars de trésorerie. L'argent détenu par les grands groupes européens est à peine moindre : 1 100 milliards de dollars. Et pourtant, aucun d'entre eux n'a envie de dépenser, d'investir : la demande n'est pas là, justifient-ils, alors qu'ils voient se refermer, avec la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, le terrain de jeu mondial sur lequel ils pensaient pouvoir continuer à prospérer.

C'est l'ultime échec de la *shareholder value*. Le choix délibéré de favoriser à outrance le capital au détriment du travail a cassé les équilibres économiques. Un temps, les ménages ont tenté de compenser leur manque de revenus et de maintenir leur niveau de vie par la dette. Mais cela a des limites comme l'a démontré l'expérience des subprimes, objet déclencheur de la crise de 2008. Les États, privés d'une partie de leurs ressources

et priés de se tenir à l'écart du jeu économique, ont perdu de leurs capacités d'intervention. Et même les banques centrales ne parviennent plus à ranimer le système. L'impasse est là.

Mots-clés

Derniers articles

Du même auteur

Multimédias

Aujourd'hui

Les inégalités, trait commun du capitalisme néolibéral

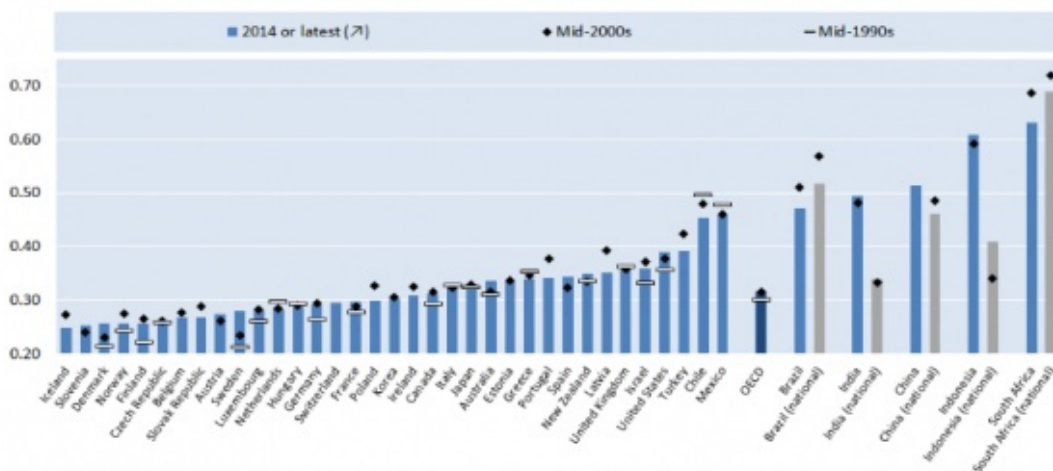
mediapart.fr/journal/international/110919/les-inegalites-trait-commun-du-capitalisme-neoliberal

11 septembre 2019 Par Romaric Godin

Aller au contenu

Le grand mérite du travail de Thomas Piketty, comme celui d'un certain nombre d'autres auteurs comme Branko Milanović, a été de mettre l'accent sur la question des inégalités. L'entrée dans l'ère néolibérale s'est effectivement accompagnée d'une explosion des inégalités au sein des sociétés. Ce phénomène avait pourtant été contenu et réduit durant la période appelée « fordiste-keynésienne » durant laquelle le partage de la valeur ajoutée a été revu en faveur du travail et la fiscalité redistributive a été développée. Le mouvement s'est inversé et si les inégalités mondiales, entre les pays, reculent, les inégalités dans les pays augmentent partout, y compris, comme en Chine, lorsque le niveau de vie progresse. Tous les pays n'ont cependant pas le même niveau, ni le même comportement face à ce problème. Voici quelques exemples de traitement contemporain des inégalités et de leurs conséquences.

Figure 1. Income inequality has widened in several OECD countries over the last two decades



1. Light grey bars refer to national estimates in emerging economies. They can differ from OECD estimates (blue bars) which use a methodology that satisfies minimal comparability requirements (both across emerging countries and with respect to OECD countries). Gini coefficients using OECD methodology (blue bars) are based on equivalised incomes. They are based on per-capita incomes in Brazil, China and South Africa, and on per-capita consumption in India and Indonesia.

Source: OECD Income Distribution Database (IDD), www.oecd.org/social/income-distribution-database.htm, as at 17-January 2017. Secretariat calculations.

Évolution du coefficient de Gini dans l'OCDE. © OCDE Les États-Unis, modèle de l'explosion des inégalités

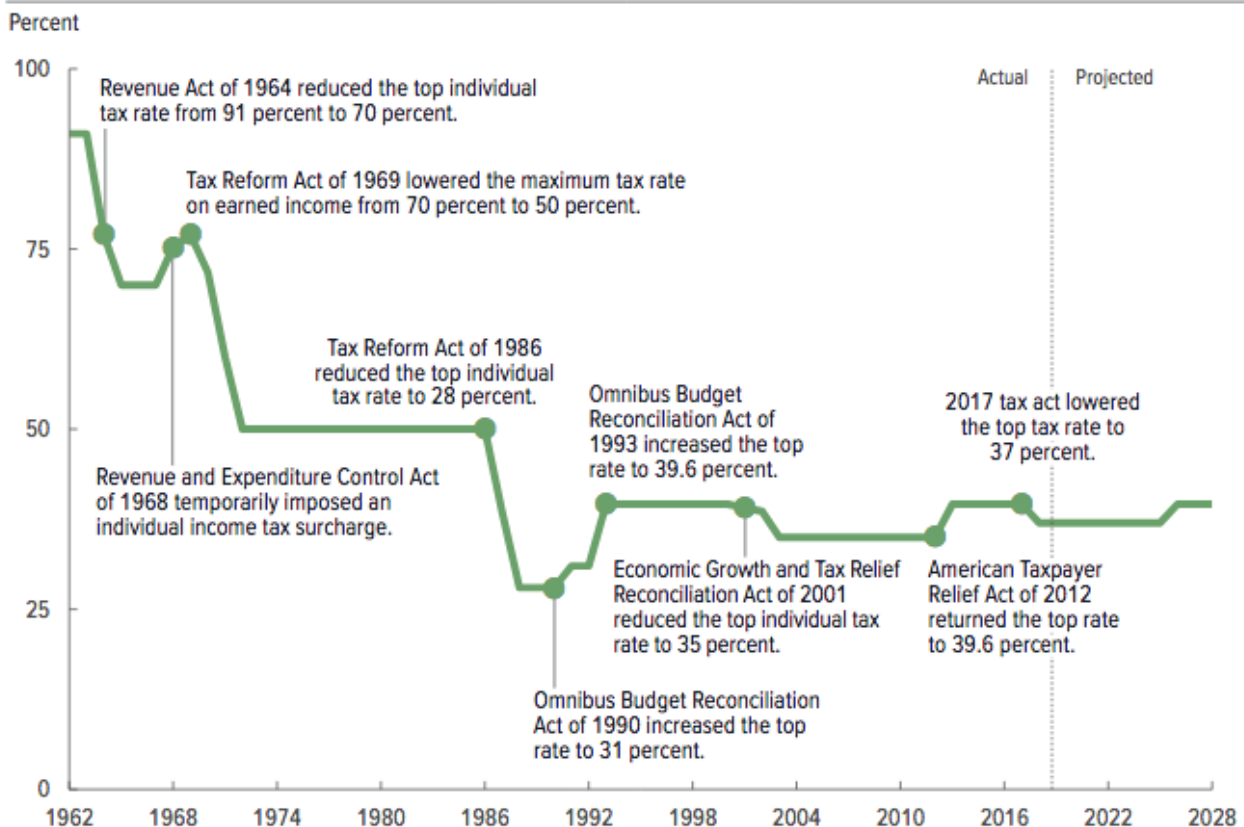
La première économie du monde est devenue en quatre décennies un exemple des effets désastreux des politiques néolibérales sur les inégalités. L'évolution est vertigineuse. Si l'on s'en tient aux travaux du World Inequality Database (WID), on constate que, depuis 1980, la part des 1% les plus riches dans le partage des revenus est passée de 10,7 % en 1980 à 20,2 % en 2014 tandis que celle des 50 % les moins bien payés passait dans le même temps de 19,9 % à 12,6 %. La différence de trajectoire avec

l'Europe occidentale est frappante : de ce côté-ci de l'Atlantique, les inégalités ont également progressé, mais les 50 % les moins bien payés conservent encore une part proche de 22 % du total tandis que les 1 % les mieux payés se situent à environ 12 % du total. Selon le [Economic Policy Institute](#), la moyenne des revenus des 1 % les mieux payés aux États-Unis est 26,3 fois la moyenne des revenus des 99 % restants.

Il y a donc eu, aux États-Unis, un changement majeur de régime d'inégalités dans les années 1980. C'est, avec le Royaume-Uni, le changement le plus évident et le plus important. Les politiques de dérégulation du marché du travail et d'affaiblissement du pouvoir syndical ont mené à un partage clair de la valeur ajoutée en faveur du capital. La part des salaires dans le PIB est passée de 52 % à 43 % entre 1970 et 2018, alors qu'elle s'était maintenue entre 49 % et 52 % au cours des deux décennies précédentes. Parallèlement, le développement de la valeur actionnariale a renforcé les paiements en titres financiers des dirigeants, alors même que la dérégulation de la finance puis, à partir de 2007, la politique monétaire soutenaient fortement le prix des actifs financiers.

Exhibit 6.

Statutory Rates for the Highest Earners of Labor Income Under the Individual Income Tax System



Source: Congressional Budget Office.

Évolution des taux marginaux d'imposition de l'impôt sur le revenu aux États-Unis. © Congrès des États-Unis.

La financiarisation extrême de l'économie, trait dominant du capitalisme néolibéral, est effectivement un élément clé de cette poussée des inégalités. [Une étude de mars 2019](#) signale ainsi que si l'inclusion financière permet de donner à certains des chances

nouvelles, au-delà d'un certain seuil, la financiarisation de l'économie, notamment lorsqu'elle s'appuie sur les marchés financiers, est un facteur aggravant d'inégalités.

Enfin, la politique fiscale a été un élément clé de cette explosion des inégalités. Le taux nominal d'imposition des entreprises a été fortement réduit aux États-Unis de plus de 50 % au milieu des années 1970 jusqu'à 21 % depuis 2018. Les profits reversés aux actionnaires ont donc été plus généreux, notamment dans le cadre de vastes programmes de rachats d'actions. Parallèlement, le taux marginal de l'impôt sur le revenu est passé de 91 % jusqu'en 1964 à 37 % aujourd'hui. Logiquement, cette politique, qui a été encore plus forte dans les années 1980 (le taux marginal est tombé jusqu'à 31 % en 1992), a conduit à un creusement des inégalités de revenus, mais aussi de patrimoine.

Car, et c'est le dernier élément, l'immobilier joue un rôle dans le creusement des inégalités. Plusieurs études l'ont prouvé dans le cas australien, qui est un cas extrême, mais les États-Unis n'ont pas été en reste. Les restrictions à l'accès à la propriété immobilière et donc à la valorisation de ce patrimoine par un marché en hausse renforcent les inégalités géographiques et sociales. Et lorsque la bulle éclate, comme cela a été le cas en 2007, les premières victimes sont évidemment les moins riches.

La politique de Donald Trump, en abaissant les impôts sur le capital et les plus hauts revenus, a renforcé les inégalités aux États-Unis alors même que ce pays est déjà un laboratoire de niveaux extrêmes de disparités de revenus. Et ce n'est pas un hasard si la critique du régime inégalitaire, et la réflexion sur celui-ci, est partie des États-Unis où désormais l'on s'interroge sur une politique corrective puissante. La candidate démocrate à la candidature, Elisabeth Warren, a fait de l'impôt sur la fortune le centre de son programme pour corriger ces inégalités. Et il a été conçu par deux économistes proches de Thomas Piketty, Gabriel Zucman et Emmanuel Saez.

La France, pays égalitaire ?

La France apparaît, en apparence du moins, comme le miroir inversé des États-Unis. C'est un des rares pays à avoir « résisté » au mouvement de creusement des inégalités. C'est une résistance néanmoins à relativiser. Le coefficient de Gini, qui mesure la répartition des richesses de manière globale et après l'effet fiscal, est resté stable depuis 2013 à 0,29 (plus il est proche de 0, plus les inégalités sont faibles). Cette stabilité a permis à la France de se rapprocher de plusieurs économies traditionnellement égalitaires où les écarts ont augmenté plus vite comme la Suisse, l'Allemagne ou la Suède.

Les inégalités de capital en France © WID

Il ne faut cependant pas oublier que les inégalités ont beaucoup augmenté depuis les années 2000 dans l'Hexagone, c'est-à-dire au moment où les politiques néolibérales ont été appliquées avec davantage de force. Avant la crise de 2008, le coefficient de Gini a redépassé le niveau de 0,3 pour la première fois depuis le début des années 1980.

Globalement, si la croissance des inégalités en France a été réelle au cours des années 2000, elle est restée plus limitée que dans la plupart des autres grandes économies avancées. Cela crée parfois un problème de perception : vue de l'étranger, la France apparaît comme très égalitaire, mais au sein de la société française, la croissance passée des inégalités a été fortement ressentie.

En France, la fiscalité redistributive est un élément important de la lutte contre les inégalités de revenus. Avant impôt, le système économique français est plutôt générateur d'inégalités. Le coefficient de Gini de 2014 se situe avant impôt parmi les plus élevés (0,51) de l'OCDE, au niveau des États-Unis. Après impôt, ce coefficient passe à 0,292, contre 0,39 pour les États-Unis. Dès lors, toute attaque de la progressivité de l'impôt se traduit mécaniquement dans une augmentation des inégalités dans notre pays. Or, depuis le début des années 1990, l'impôt est de plus en plus proportionnel et de moins en moins progressif, avec la mise en place de la CSG et les différentes réformes de l'impôt sur le revenu, notamment. Il s'ensuit dès lors mécaniquement un effet moins correcteur des inégalités.

Le problème de la France réside toutefois moins dans les inégalités de revenus que dans les inégalités de patrimoine. C'est d'ailleurs un des points essentiels sur lequel Thomas Piketty insiste dans son ouvrage. Le patrimoine français demeure très mal partagé historiquement. La part du patrimoine détenue par les 1 % les mieux dotés a reculé jusqu'au milieu des années 1980, à 15,6 % du total, jusqu'à 23,4 % en 2014. Parallèlement, les 50 % les moins bien dotés passent de 9,7 % en 1988 à 6,4 % aujourd'hui. Cette évolution négative s'est faite alors même que la France avait un impôt sur la fortune. Si la France a tenté de limiter le creusement des écarts de revenus, elle a échoué sur le plan des inégalités de patrimoine. Et la politique actuelle du gouvernement Philippe, centrée sur les baisses d'impôts et qui a réduit l'impôt sur la fortune et les revenus du capital, tout en réformant le marché du travail, ne pourra que conduire à une augmentation des inégalités.

La Suède, un mirage social-démocrate

Les sociaux-démocrates de tous bords ont toujours été fascinés par l'expérience suédoise qui a permis de faire de l'un des pays les plus inégalitaires et les plus pauvres du continent un des plus riches et des plus égalitaires du monde. Thomas Piketty consacre dans son ouvrage plusieurs chapitres à la description de cette fascination. Mais le chemin suédois a très clairement divergé de ce modèle depuis le milieu des années 1990.

La première partie de la décennie des années 1990 est marquée par une crise profonde dans l'ensemble des pays nordiques qui entraîne une crise de la social-démocratie locale. Cette dernière bascule désormais dans une logique néolibérale, et nulle part ailleurs en Europe du Nord, cette bascule n'a été aussi forte qu'en Suède. La redistribution et les prestations sociales ont été revues à la baisse, tandis que les impôts sur le capital et les plus fortunés baissaient. Cette évolution s'est faite à l'intérieur du

système. Le système de cogestion au sein des entreprises n'a pas été remis en cause, il a participé, sous la pression de la crise et du chômage, à la définition d'une nouvelle priorité donnée au capital et à la croissance.

Figure 1a: Real labour incomes in decile groups 1991–2006
(1991 = 1).



Note: Labour incomes at 2006 prices, indexed using 1991 as the base year (1991 = 1). The decile groups have been calculated from Statistics Sweden's complete income statistics for individuals of 20 to 65 years of age.

Évolution des salaires réels par déciles en Suède © Research Institute of Industrial Economics, Sweden.

La Suède a réalisé, en conséquence, une bonne performance en termes de croissance, mais cette croissance a été très inégalement répartie. Entre 1991 et 2006, la croissance des salaires réels pour les 50 % les moins riches a été de 1 % alors qu'elle a été de 153 % pour les 0,01 % les plus riches. Dans ces circonstances, les inégalités ont

explosé. Selon Eurostat, entre 2006 et 2016, la part des 1 % les plus riches dans le revenu national est passée de 3,6 % à 5,1 %. En 2006, si cette part était la plus faible des pays nordiques, elle est désormais la deuxième plus élevée après le Danemark.

Les riches suédois captent désormais plus de revenus que leurs équivalents finlandais ou norvégiens, ce qui n'était pas le cas voilà dix ans. Parallèlement, la part des revenus des 10 % les plus modestes est passée de 3,3 % à 3,1 % du revenu national. C'est le plus faible niveau des États nordiques et c'est moins que la France (3,6 %). En 1995, la Suède avait l'indice de Gini le plus faible des pays de l'OCDE, à 0,22, mais il est désormais passé à 0,282 selon l'OCDE, proche donc du niveau français (0,292).

Certes, le niveau peut encore sembler faible, mais c'est, dans la société suédoise, une rupture immense avec la période précédente, et cela n'est pas sans créer de tensions. Car la croissance suédoise est aussi constituée d'éléments que l'on a déjà rencontrés dans le cas états-unien : la forte baisse de la fiscalité du capital et une immense bulle immobilière. Les conséquences politiques de cette explosion sont sans appel : ce sont dans les régions les plus touchées par les inégalités qu'a explosé le vote du parti d'extrême droite des Démocrates de Suède. Beaucoup de « progressistes » tentent d'utiliser l'image égalitaire du modèle suédois pour faire la promotion des méthodes néolibérales. Mais la Suède est typiquement un cas qui prouve que ce modèle que Thomas Piketty appelle « néopropriétaire » est générateur d'inégalités.

La Chine, paradis capitaliste des inégalités

Un des arguments les plus souvent avancés par les défenseurs du modèle néolibéral est qu'il a permis de « *sortir la Chine de la pauvreté* ». Même si la mesure de la pauvreté peut être contestée, il est évident que l'ancien empire du Milieu a connu depuis les années 1980 une forte progression des revenus. Désormais, la Chine se situe dans les pays à revenus moyens et l'écart entre les revenus chinois et ceux du monde avancé, même s'ils demeurent importants, se sont réduits. En Chine même, cette politique s'est accompagnée d'une explosion des inégalités.

Lire aussi

Dans son prochain ouvrage, *Capitalism Alone*, à paraître le 15 octobre (en anglais) aux éditions des Presses universitaires de Harvard, Branko Milanović fait le point sur cette situation. En 1980, la Chine post-maoïste est sans doute encore un des pays les plus égalitaires du monde, notamment dans les villes où l'activité s'organise autour des danwei, les entreprises d'État qui sont plus que des entreprises, mais davantage des pôles de vie qui cumulent travail, loisirs, protection sociale et familiale...

La Chine rurale a toutefois traditionnellement été plus inégalitaire, notamment parce que les travailleurs y étaient bloqués par le système du hukou, ces autorisations de séjour qui permettent de réguler les déplacements intra-chinois. Avec l'entrée dans le capitalisme, les inégalités salariales ont dramatiquement augmenté et sont venues se superposer aux inégalités territoriales. « *L'explosion de la croissance a été le premier*

moteur de l'explosion des inégalités », résume Branko Milanović. L'indice de Gini calculé par Pékin, qui est comme souvent soumis à caution, est ainsi passé de 0,3 en 1980 à près de 0,5 au début des années 2010 ; il a depuis légèrement reculé. C'est un niveau immense, proche de ceux de la France ou des États-Unis avant la redistribution fiscale.

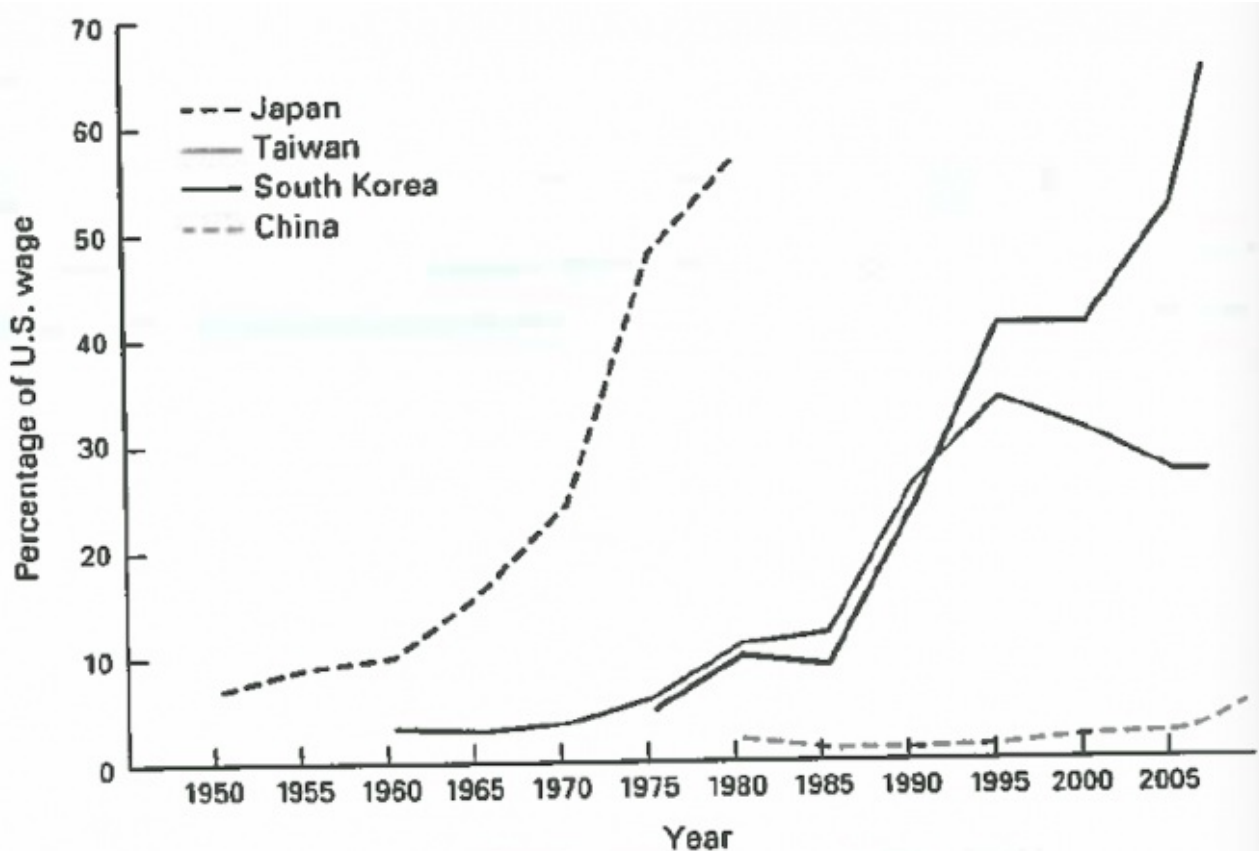


FIGURE 3.1

The hourly manufacturing wage in East Asia as a percentage of the hourly manufacturing wage in the United States, 1950–2009. Sources: U.S. Bureau of Labor Statistics 2013, n.d.

Évolution des salaires en % du salaire moyen des États-Unis en Chine, au Japon, à Taiwan et en Corée du Sud de 1950 à 2008. © Ho-fung Hung

Ce mouvement n'est pas étonnant. La Chine a connu en 1994 un « big bang » libéral qui a complètement détruit le système social issu des *danwei* et a créé un marché du travail très peu régulé. Comme l'a montré l'économiste Ho-fung Hung, la Chine a fondé son développement plus longtemps et plus fortement sur la faiblesse de ses salaires que le Japon des années 1960 et les « tigres asiatiques » des années 1970-1980. Comme ce mouvement s'est accompagné d'un mouvement de libéralisation du capital, les inégalités ont explosé. Branko Milanović insiste sur le développement de la classe des entrepreneurs privés qui constituent désormais 53 % des 5 % les plus riches du pays. Selon le magazine *Forbes*, qui décompte les milliardaires, la République populaire est désormais le pays de 324 milliardaires en dollars, contre seulement 64 en 2010.

Depuis plusieurs années, les dirigeants chinois s'inquiètent de ce mouvement. Et même si les revendications ouvrières demeurent réprimées, les salaires progressent désormais plus rapidement, et le développement de la Chine rurale est une priorité. Mais le chemin est encore très long. Ce sera sans doute le défi du nouveau modèle économique que devra définir la Chine sous la triple contrainte, parfois contradictoire, de la guerre commerciale, du changement climatique et du rééquilibrage de l'économie vers la consommation de masse.

Mots-clés

Derniers articles

Du même auteur

Multimédias

Aujourd'hui
